

## Bulletin d'histoire politique

**Yvan Lamonde, Histoire sociale des idées au Québec (1896-1929), volume 2, Montréal, Fides, 2004, 323 p.**

Jean-Philippe Croteau



Volume 13, numéro 3, printemps 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055077ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055077ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Croteau, J.-P. (2005). Compte rendu de [Yvan Lamonde, Histoire sociale des idées au Québec (1896-1929), volume 2, Montréal, Fides, 2004, 323 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 13(3), 265–268. <https://doi.org/10.7202/1055077ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique, VLB Éditeur, 2005

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec (1896-1929)*, volume 2, Montréal, Fides, 2004, 323 p.

JEAN-PHILIPPE CROTEAU  
Candidat au doctorat UQAM

Yvan Lamonde poursuit sa synthèse de l'histoire intellectuelle au Québec avec la publication du second volume de *Histoire sociale des idées au Québec*. Dans cette étude, il retrace les moments clés de l'histoire des idées et des institutions culturelles au Québec. Bien que le second tome s'étende sur une périodisation plus courte que le précédent, il n'en demeure pas moins que Yvan Lamonde nous fait découvrir une époque riche en bouleversements sociaux et culturels. L'auteur brosse le portrait d'une société entraînée dans le sillage de l'industrialisation, qui doit formuler de nouveaux points de repère. Les intellectuels québécois, quelle que soit leur allégeance politique, ont élaboré de nouvelles doctrines sociales qui sont autant de répliques aux mutations socio-économiques survenues au Québec pendant les trois premières décennies du xx<sup>e</sup> siècle.

À travers les joutes éditoriales que se livrent les ténors nationalistes, Lamonde fait revivre sous nos yeux les grandes étapes de l'évolution du nationalisme. Celui-ci passe d'un nationalisme canadien, défendu par Bourassa, à un nationalisme canadien-français prôné par l'Action française. Lamonde montre aussi que l'idéal indépendantiste garde toute sa pertinence. Bien qu'il reste un courant marginal, il resurgit sporadiquement, conquiert de nouveaux adeptes et alimente les débats. Loin d'être un phénomène évoluant en vase-clos, insiste Lamonde, le nationalisme se transforme au gré des causes internes (industrialisation, urbanisation, immigration), mais aussi des causes externes (impérialisme britannique, crises scolaires en Ontario et dans l'Ouest).

L'auteur nous présente une facette méconnue du développement de la culture urbaine à Montréal alors que la langue de la majorité cède du terrain face à un anglais triomphant dans les organismes fédéraux et la sphère commerciale. Avec les campagnes de la Ligue du droit du français et les enquêtes de l'Action française sur le bilinguisme, on assiste aux premiers balbutiements du militantisme linguistique pour rehausser le statut du français à Montréal. Peu d'auteurs se sont attachés à mettre en relief ce mouvement précurseur. Lamonde montre, quant à lui, que dès les premières décennies du *xx<sup>e</sup>* siècle, la question linguistique se politise et se retrouve au cœur des débats publics montréalais.

Un autre mouvement précurseur que peu d'auteurs ont tenté de mettre en perspective est le début de l'interventionnisme de l'État dans les domaines social, économique et culturel. Le développement économique et l'urbanisation amènent l'État à occuper ces champs d'intervention. Déjà au début du siècle, pour certains penseurs nationalistes, l'État apparaît comme le levier d'émancipation économique des Canadiens français. Toutefois, cet interventionnisme étatique, remarque Lamonde, est freiné par l'Église qui défend jalousement ses prérogatives dans les domaines social et éducatif, ainsi que par la collusion entre le gouvernement et le capital.

Lamonde analyse les diverses tendances intellectuelles au Québec, entre 1896 et 1929, à travers la lorgnette des mouvements nationalistes. À ce titre, il accorde une importance capitale à l'Action française, une revue qui fait le pont entre la doctrine et l'action politique. Dans l'ouvrage de Lamonde, on suit pas à pas le cheminement intellectuel des grandes figures nationalistes de cette époque à travers leurs affrontements polémistes. Parmi les duels les plus intéressants, notons ceux de Bourassa/Tardivel et de Bourassa/Groulx sur l'indépendance du Québec qui dévoilent les déchirements des penseurs nationalistes face au devenir de la nation canadienne-française en ces années troublées.

Lamonde met aussi en lumière une caractéristique essentielle des mouvements nationalistes, quelque soit leur origine idéologique : la volonté d'élaborer une doctrine au dessus des partis. Ce refus de se lancer dans l'arène politique, laissant le monopole aux partis libéral ou conservateur, n'a-t-il pas été un obstacle à la réalisation politique des aspirations nationalistes ? Malheureusement, Lamonde disserte peu sur les origines de cette méfiance des élites nationalistes envers le système électoral, ni sur ses conséquences.

Dans le premier tome, Lamonde s'était efforcé de décrire le processus de maturation du libéralisme de l'Institut canadien jusqu'en 1896 en passant par le fameux discours de Laurier, en 1877. Dans le second tome, il ne fait qu'un bref survol des nouveaux développements de l'idéologie libérale. Quelle a

été l'influence de la pensée des Laurier, Marchand, Gouin, Taschereau sur l'idéologie libérale dans le premier tiers du xx<sup>e</sup> siècle? Lamonde ne s'est pas intéressé non plus à la réaction des libéraux face à la montée du discours nationaliste canadien-français des Bourassa, Groulx, Tardivel et Asselin. Est-ce que les libéraux ont fourni un contrepois au discours nationaliste ou même un argumentaire antinationaliste?

Les idées diffusées dans la presse libérale n'ont pas fait l'objet d'une attention particulière par Lamonde. Celui-ci semble avoir considéré que ces outils analytiques, porte-paroles du gouvernement donc biaisés par le fait même, ne méritaient pas un intérêt marqué. Toutefois, à une époque où le parti libéral et le gouvernement provincial se confondaient — le gouvernement libéral régnera sans partage de 1897 à 1936 — ces journaux ont très certainement témoigné de la philosophie politique, économique et sociale qui avait cours dans les cercles libéraux de l'époque. L'auteur puise dans ces journaux surtout des extraits à des fins de réplique aux positions les plus tranchées des organes ultramontains et clérico-nationalistes.

L'auteur néglige la doctrine libérale pour mettre en lumière ses réalisations. Les libéraux font des percées dans le domaine de l'instruction publique et des bibliothèques publiques, qualifiées de « remarquables » par l'auteur, qui contribuent à la formation d'une culture publique, municipale en l'occurrence, ouverte à tous indépendamment de l'appartenance sexuelle, religieuse ou linguistique. L'auteur pêche peut-être par excès d'enthousiasme. La controverse des écoles juives reflète les difficultés pour cette culture publique de prendre pied à Montréal. L'auteur ne met pas suffisamment l'accent sur la persistance des barrières confessionnelles et culturelles, étanches et cloisonnées, qui freinent l'émergence d'une culture publique. Le rayonnement des réseaux institutionnels mis sur pied par chacune des communautés culturelles en est la preuve la plus éloquente.

Le livre de Lamonde couvre une période déterminante : 1896-1929. L'analyse de cette période transitoire révèle les avancées d'une société en plein mouvement, mais aussi dénote les résistances et parfois les reculs. Le discours de l'Action française sur « l'ennemi dans la place » au sujet du cinéma et des Juifs est révélateur à cet égard. Néanmoins, l'auteur surévalue sûrement l'importance des réformes sociales et éducatives interprétées comme des victoires aux mains des libéraux. Par conséquent, il atténue l'importance de leurs échecs auxquels il ne s'attarde guère. Sans nier une certaine « libéralisation » de la société, il nous apparaît que les échecs des féministes pour l'obtention du droit de vote aux femmes et des libéraux pour instaurer l'instruction gratuite et obligatoire témoignent de la persistance d'un certain conservatisme social incarnée entre autres par l'Église catholique. Des échecs que l'auteur néglige d'analyser en profondeur.

Traiter des principaux courants et tendances idéologiques qui ont foisonné entre 1896 et 1929 pouvait représenter un exercice des plus acrobatique, mais Lamonde tire bien son épingle du jeu. Il parvient à résumer les principaux traits des mouvements de pensée sociale et politique au Québec durant cette période, même si parfois il prend certains raccourcis ou détours simplistes. Ainsi, les racines de l'antisémitisme et l'évolution de l'idéologie libérale nous semblent des sujets traités en surface. Néanmoins, il faut saluer une initiative intéressante. En insérant des caricatures tirées de la presse, Lamonde donne corps aux représentations idéologiques de l'époque et ajoute une touche amusante aux grands débats qui feront assurément sourire le lecteur.

Nul doute que *Histoire sociale des idées au Québec* deviendra un ouvrage de référence incontournable pour quiconque s'intéresse à l'histoire des idées au Québec. Son apport le plus important réside dans le fait qu'il met en scène les signes annonciateurs de la Révolution tranquille. Ainsi, à travers ce livre, on assiste à l'éveil de la question linguistique, de l'indépendantisme et de l'interventionnisme étatique. Ces trois tendances constitueront les piliers d'un projet social et politique qui émergera dans les années 1960 après plus d'un demi-siècle d'incubation et façonnera durablement l'imaginaire collectif des Québécoises et des Québécois.